

donnent les grandes orientations régionales, les plans locaux d'aménagement et de développement durable du territoire (PLADDT) qui en sont les déclinaisons plus précises au niveau local et les plans d'occupation des sols (POS) mais cette dynamique mérite d'être accompagnée pour qu'elles se traduisent en véritable action d'adaptation au niveau local. De manière générale, les communes n'ont pas encore pleinement intégré les effets du changement climatique et le développement qu'elles promeuvent se fait généralement sans prise en compte de la durabilité environnementale ou des défis climatiques.

L'action travaillera avec les acteurs suivants:

- Le Ministère des Finances (MINFI) et le Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (MINEPAT) et le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille qui joue son rôle pour s'assurer de la prise en compte effective du genre et le suivi des engagements internationaux par les autres départements sectoriels.
- Les quatre principaux ministères du secteur rural Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, (MINADER); Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA); Ministère de la faune et des forêts (MINFOF) et le ministère de l'environnement et du développement durable (MINEPDED) en charge de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière d'environnement. Il est le chef de file du gouvernement dans les négociations internationales sur le changement climatique et coordonne la mise en œuvre de ses engagements pris au niveau national.
- Le MINDDEVEL, créé en 2018 et chargé de l'élaboration, du suivi et de l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière de décentralisation. Acteur central du dispositif de mise en œuvre de l'appui envisagé, le MINDDEVEL doit pouvoir assurer le pilotage et le portage efficaces de la décentralisation qui appuie le développement local. Afin d'appuyer le renforcement de capacités du MINDDEVEL, il est prévu d'accompagner celui-ci dans le lancement d'un appel à proposition en faveur des OSC sur le thème de la démocratie participative.
- Les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD). Personnes morales de droit public jouissent de l'autonomie administrative et financière pour la gestion des intérêts locaux et régionaux. La Commune est la collectivité territoriale de base. Elle a une mission générale de développement local et d'amélioration du cadre et des conditions de vie de ses habitants. Les Communautés Urbaines regroupant plusieurs communes, assument un rôle d'intercommunale. Les CVUC est l'association des Villes Unies du Cameroun et l'ARC, l'Association des Régions du Cameroun.
- Le Fonds Spécial d'Équipement Intercommunal (FEICOM) se positionne dans les faits comme une agence nationale de développement économique et social local, et a vocation à évoluer vers un outil partenaire important pour les CTD pour mobiliser des investissements locaux. Le FEICOM sera appuyé dans ses propres initiatives de réformes afin de renforcer sa capacité d'appui aux CTD pour prendre en compte les effets du changement climatique dans les nouveaux projets communaux et pour encourager l'engagement citoyen, notamment l'engagement des femmes dans le développement local. Le FEICOM devrait être prochainement (avant mi 2024) accrédité par la Banque Mondiale comme agence de gestion du Fonds d'Adaptation. Il sera aussi un des fonds habilités à gérer les fonds verts au Cameroun. Le FEICOM sera porteur du guichet 'climat et inclusion' qui sera créé dans le cadre de cette Action.

Titulaires de droits:

- Les acteurs non-étatiques, le secteur privé, les Organisations de la Société Civile (OSC) et groupes de femmes rurales et les jeunes, ainsi que les organisations des personnes en situation de handicap, les associations de droits humains des femmes : une forte implication des acteurs non-étatiques sera la garantie d'un engagement des populations locales rurales et urbaines sans lesquelles il ne peut y avoir de décentralisation.

## 2.3 Autres domaines d'évaluation

### 2.3.1 Politique publique

L'objectif de la Stratégie de Développement du Secteur Rural et de son Plan National d'Investissement Agricole (SDSR/PNIA 2020-2030), en droite ligne avec la Stratégie Nationale de Développement (SND 2030), est de réussir la transition raisonnée du secteur rural vers une économie de croissance verte et inclusive qui assure un développement durable et réduit les inégalités sociales. Elle vise dans ses quatre objectifs : (i) l'accroissement durable de la production des produits, agricoles, sylvicoles, animaux et halieutiques des chaînes de valeur